



À Bâle, ville rhénane et frontalière avec la France et l'Allemagne, le 12 novembre 1918. Le peuple investit l'Aeschenplatz.

FOTOGRAFIE HOFFMANN, STAATARCHIV, BASEL-STADT

IL ÉTAIT UNE FOIS...

12-14 NOVEMBRE 1918, GRÈVE GÉNÉRALE EN SUISSE

La neutralité de la Suisse ne lui épargne pas les événements qui bouleversent l'Europe. Au lendemain de l'armistice, éclate LA grève générale. Non pour la révolution mais pour un programme de justice sociale.

COUP DE TABAC SOCIAL AU PAYS DES BANQUIERS

Au cours de son histoire contemporaine, la Confédération helvétique n'a connu qu'une seule grève générale, du 12 au 14 novembre 1918. Il serait toutefois erroné d'en conclure à la pertinence de l'idée reçue selon laquelle ce pays serait un espace de concordance sociale absolue. En réalité, la Suisse a connu de nombreuses grèves et de nombreux conflits sociaux, surtout au tournant des XIX^e et XX^e siècles, mais aussi ultérieurement.

La Suisse n'a pas été engagée dans la Grande Guerre, mais ses populations ouvrières urbaines en ont subi les conséquences. En effet, le pays n'était pas une île et dépendait de l'étranger pour l'accès aux matières premières et à l'alimentation. En outre, les autorités fédérales, mal préparées, n'ont pas du tout été en mesure de lutter contre la spéculation pour assurer le ravitaillement. La guerre a ainsi fortement amplifié les inégalités sociales. Mais, quand le plus grand nombre en souffrait, d'autres en profitaient. Dans un film destiné aux élèves, la cinéaste Jacqueline Veuve fait ainsi parler un témoin qui avait entendu, dans un train,

une femme se plaindre de voir la guerre se terminer si vite, alors que l'entreprise de son mari en profitait tellement...

À la suite d'autres protestations sociales en Suisse alémanique et au Tessin, qui concernaient avant tout l'accès aux produits alimentaires de première nécessité et le pouvoir d'achat, l'automne 1918 a d'abord été marqué, fin septembre, à Zurich, par une grève tout à fait inédite qui a impliqué le personnel des banques. »



« Avis à la population de la ville de Berne! »

Dès le 10 novembre, les militaires mesurent l'ampleur de la contestation sociale. Ils demandent alors à la population de dénoncer les « anarchistes » susceptibles de causer du désordre.



Frappé par la crise du ravitaillement, le pays instaure le rationnement dans certains cantons en 1917. Ici, distribution de pommes de terre à Zurich, fin 1918. La malnutrition favorise la propagation de la « grippe espagnole » et sa létalité.



» À cette époque, le mécontentement général des organisations ouvrières ne cessait de monter.

En février 1918, le parti socialiste, les syndicats et les organisations de consommateurs, qui fonctionnaient jusque-là en Commission centrale de secours, s'étaient constitués en groupe d'action, le comité d'Olten (du nom de la petite ville où ils se réunissaient, au centre du pays). Celui-ci avait obtenu quelques concessions en menaçant de lancer un mot d'ordre de grève.

Toutefois, début novembre, malgré l'épidémie de « grippe espagnole » qui touchait des jeunes hommes en situation de promiscuité, les autorités fédérales et militaires mobilisèrent des troupes dans toutes les grandes villes, en occupant Berne et Zurich. Le chef de l'armée, le très réactionnaire général Wille, avait alerté les autorités sur un ton très alarmiste, évoquant le risque d'une révolution qui ferait tomber le pays dans les mains bolcheviques.

Des grèves de protestation exigeant la démobilisation de ces troupes ont alors éclaté dans un contexte qui était aussi celui du premier anniversaire de la révolution russe. Le comité d'Olten a exigé en vain le retrait immédiat de ces troupes. La confrontation sociale était à son comble.

C'est dans ce contexte tendu qu'un appel à une grève générale a été lancé pour le 12 novembre 1918, afin qu'une réforme du gouvernement réalise le programme suivant :

- « - Réélection immédiate du Conseil national selon le système proportionnel.
- Droit de vote et d'éligibilité des femmes.

- Introduction de l'obligation de travailler pour tous.
- Introduction de la semaine de 48 heures dans toutes les entreprises publiques et privées.
- Démocratisation de l'armée.
- En accord avec les producteurs paysans, assurer le ravitaillement.
- Introduction de l'assurance-vieillesse et invalidité.
- Monopole de l'État sur les importations et les exportations.
- Paiement des dettes publiques par les possédants. »

Le matin du 12 novembre 1918, quelque 250 000 travailleurs et travailleuses se sont mis en grève, surtout en Suisse alémanique. Dans le Tessin italo-phonie, un mouvement social de grande ampleur s'était déjà déroulé au printemps et une nouvelle mobilisation n'allait pas de soi. La situation était aussi incertaine en Suisse romande, où la fin de la Grande Guerre et la victoire des Alliés étaient ressenties bien différemment. Toutefois, malgré une mobilisation plus forte en Suisse alémanique, le fait que les employés des chemins de fer aient cessé le travail dans tout le pays et que des mobilisations significatives aient eu lieu dans la plupart des villes a donné une dimension nationale à ce mouvement social.

La réaction du Conseil fédéral (le gouvernement) a été instantanée et virulente : il exigea la fin immédiate de la grève et convoqua une session parlementaire extraordinaire ; il se fit menaçant et mobilisa de nouvelles troupes dans tout le pays. Le 13 novembre, déjà, il lança un ultimatum au comité d'Olten, qui se résolut rapidement à mettre fin à la grève. La journée du 14 novembre fut alors d'une grande confusion

parce que beaucoup de grévistes n'en croyaient pas leurs oreilles et que les informations sur cette capitulation circulaient mal et provoquaient du désarroi, et aussi parce que trois jeunes ouvriers furent tués par la troupe en gare de Granges. Par la suite, cette grève donna lieu à une forte répression unilatérale, de nombreux militants – près de 150, dont Robert Grimm, principal animateur du comité d'Olten – étant condamnés à des peines de prison. Par ailleurs, la « grippe espagnole » fit de nombreuses victimes au sein de la troupe.

L'historien Antoine Prost a montré, à propos des grèves du Front populaire, que l'explication historique s'enrichissait en les observant selon plusieurs périodisations : dans le cas des mouvements de mai-juin 1936, les journées de grève, la décennie de crise des années 1930 ou le premier quart de siècle marqué par la rationalisation

fordiste du travail permettent chacun des éclairages qui sont complémentaires. Pour la grève générale de 1918, il y a lieu de mentionner les trois jours de ce mouvement, la période de guerre et ses effets sociaux, les années 1880-1920 qui ont été marquées en Suisse par une forte conflictualité sociale, ainsi que les années postérieures qui ont donné lieu à une construction mémorielle très conservatrice qui prévaudra jusqu'aux années 1960.

La grève générale de 1918 en Suisse représente l'un des grands moments de confrontation intérieure de l'histoire de ce pays. Son interprétation nécessite toutefois une connexion à d'autres espaces. Elle émerge en effet le lendemain même de l'armistice, et la Suisse, dans cette sortie de guerre, n'est, de loin, pas le seul pays à connaître une ébullition sociale, fût-elle limitée à seulement trois jours. »

Le 12 novembre, 250 000 travailleuses et travailleurs se mettent en grève, encouragés par l'action des cheminots qui bloquent le pays. Pour le chef de l'armée, le très réactionnaire général Wille, c'est le début d'une révolution qui va « faire tomber le pays entre les mains des bolcheviques ».



Le Conseil fédéral (gouvernement) va lancer l'armée contre les grévistes. Trois jeunes ouvriers sont tués par la troupe en gare de Granges. Dès le 14 novembre, le comité d'Olten, qui réunit représentants du parti socialiste, syndicats et organisations de consommateurs (bien loin d'un nid de bolcheviques), se résout à mettre fin à la grève. Mais la répression continue.



SCHWEIZERISCHES SOZIALARCHIV

Dans les mois qui suivent, près de 150 militants dont Robert Grimm, principal animateur du comité d'Olten, sont condamnés à des peines de prison.

» **Le contexte historique va surtout servir à la bourgeoisie et aux élites dominantes** pour faire valoir un récit de la grève qui n'a rien à voir avec la réalité, un récit affirmant que la Confédération helvétique aurait alors échappé de justesse à une révolution bolchevique. Cette légende a notamment inspiré la pose de plaques rendant hommage à de jeunes soldats morts de la « grippe espagnole », mais qui auraient prétendument sauvé le pays du « péril rouge ». Comme l'a montré l'historien Hans Ulrich Jost, cette grève générale, qui aboutit dans l'immédiat à une lourde défaite, débouche sur une véritable dynamique contre-révolutionnaire, que rend possible la parfaite maîtrise de sa mémoire par les milieux conservateurs. La situation de grève a également vu naître, notamment, des gardes civiques, un mouvement issu de nombreux secteurs de la sociabilité bourgeoise, destiné à casser la mobilisation et à combattre ses effets, parfois avec violence. Il réapparaîtra plus tard, au cours des années trente.

Toutefois, la grève générale représente aussi, pour le mouvement ouvrier, un signe de sa capacité à défendre sa dignité, ce qui n'est pas rien. Sa légitimité saute d'autant plus aux yeux lorsqu'on examine la liste des revendications qu'elle portait. En effet, loin d'être révolutionnaires, elles constituaient dans l'ensemble un programme réformiste de justice sociale élémentaire. Et l'examen de leur devenir nuance dans la durée la

défaite des premiers jours. Ainsi en vint-il, par exemple, du scrutin proportionnel introduit dès 1919, mais surtout, de l'assurance-vieillesse et invalidité, finalement obtenue en 1948, alors que les femmes n'ont accédé au droit de vote et d'éligibilité qu'en... 1971.

L'expérience de la grève générale avait laissé des traces contrastées dans les consciences, l'idéologie dominante faisant prévaloir une légende noire et contre-révolutionnaire qui la stigmatisait. Il a fallu attendre les années 1960 et les travaux de l'historien Willi Gautschi pour mettre fin à cette propagande et examiner ce mouvement social pour ce qu'il était : une mobilisation de masse pour la justice sociale et la dignité ouvrière.

La grève de 1918 est actuellement commémorée pour son centenaire par des milieux progressistes et par les médias helvétiques. L'affaire a mal commencé puisqu'un médiocre film intitulé

« La grève générale de 1918. La Suisse au bord de la guerre civile » a été diffusé à la télévision nationale. Il met en scène, par des reconstitutions peu crédibles, une confrontation personnelle entre le leader, Robert Grimm, un révolutionnaire qui se serait ensuite assagi, et Emil Sonderegger, un militaire épris de violence qui a fini plus tard dans les rangs du fascisme helvétique. Mais cette thèse du juste milieu perdu et retrouvé (pour Grimm) n'a strictement aucun sens. Elle occulte surtout la violence répressive à laquelle la classe dominante helvétique, et non pas un individu particulier, était prête à ce moment-là contre la population ouvrière pour assurer la défense de ses intérêts.

Une pièce de théâtre mobilisant des troupes de tout le pays dans des locaux désaffectés de la gare d'Olten, « 1918.CH », s'est montrée bien plus intéressante, en mettant notamment en avant la mobilisation des femmes au cours de la grève.

Des publications sont en cours et des commémorations encore attendues qui montreront dans quelle mesure cette histoire se renouvellera, ou pas, à la faveur de ce centenaire. L'histoire sociale et du mouvement ouvrier devrait, quoi qu'il en soit, se renforcer et élargir ses focales d'observation pour rendre le passé et le présent de ce pays plus intelligibles. ★

CHARLES HEIMBERG

Historien, professeur de didactique de l'histoire, Université de Genève

L'auteur est rédacteur de la revue électronique « À l'école de Clio. Histoire et didactique de l'histoire » / <https://ecoleclio.hypotheses.org/>
IL A NOTAMMENT PUBLIÉ :

Dossier « Transmettre la criminalité de masse du nazisme », avec Laurence De Cock & Cécile Vast (dir.), in « En Jeu. Histoire et mémoires vivantes », Fondation pour la mémoire de la déportation, n° 11, 2018.

« L'œuvre des travailleurs eux-mêmes ? Valeurs et espoirs dans le mouvement ouvrier genevois au tournant du siècle (1885-1914) », Genève, Slatkine, 1996.



SCHWEIZERISCHES SOZIALARCHIV

Si le mouvement ouvrier conserve et porte la mémoire de l'événement (parmi les slogans du 1^{er} mai 1951 à Zurich : « la grève générale a amené la journée de 8 h »), la bataille d'interprétation fait toujours rage, un siècle plus tard.

POUR EN SAVOIR PLUS

« **La Grève générale de 1918. Crises, conflits, controverses** », in « Traverse, revue d'histoire », n° 2, « Cahiers d'histoires du mouvement ouvrier », Zurich, Chronos, 2018.
« **Cent Ans après la grève générale de 1918, pourquoi et comment parler de l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse romande** », de Charles Heimberg, in « Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier », Lausanne, Aéhmo & Éditions d'en bas, n° 34, 2018.
Union syndicale suisse (Éditions), « **Centenaire de la grève générale. Origines, conflits, conséquences** ». Colloque du 15 novembre 2017, Berne.
« **L'importance de la grève générale dans l'histoire de la Suisse** », de Hans Ulrich Jost, in « À tires d'ailes. Contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse », Lausanne, Antipodes, 2005.
« **Der Landesstreik 1918** », de Willi Gautschi, Zurich, Chronos, 1988 (1^{re} éd., 1968).